



Les comptes économiques de la Guadeloupe La croissance est soutenue en 2017

En 2017, le PIB en volume progresse de 3,4 %, après une légère hausse en 2016 de 0,3 %. La croissance guadeloupéenne dépasse à nouveau la dynamique nationale comme en 2015, contrairement à la Martinique dont la croissance stagne (+ 0,2 %).

En Guadeloupe, l'investissement progresse de 1,0 %, après une régression de 4,6 % en 2016, et contribue pour + 0,2 point à la croissance. La consommation des administrations publiques accélère à + 4,1 % en volume, après + 1,7 % en 2016. La consommation des ménages augmente légèrement, avec une croissance en volume de 1,0 %, pour une population qui diminue lentement entre 2012 et 2017. Les exportations sont dynamiques, + 12 % en volume, entraînées par la hausse des dépenses touristiques, + 14 % en volume. Le volume des importations augmente également de 6,1 %.

Sur la France entière, la croissance s'élève à + 2,2 %, après + 1,2 %, avec un investissement en hausse (+ 4,5 %) et une population qui croît encore légèrement (+ 0,4 %).

Matthieu Cornut, Insee

En 2017, le produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe progresse de 3,4 % en volume. La population, estimée à 393 640 habitants au 1^{er} janvier 2017, est en légère diminution depuis 2012. Il s'ensuit un PIB par habitant de 23 152 euros en 2017, en hausse de 4,1 % en euros constants par rapport à 2016. En Martinique, le PIB par habitant s'élève à 23 188 euros, en Guyane à 15 339 euros et sur la France entière à 34 151 euros.

La consommation des ménages augmente

La consommation des ménages progresse en volume de 1,0 % alors que la population baisse de 0,7 %. Elle contribue pour + 0,6 point à la croissance. Cette hausse s'inscrit, par ailleurs, dans un contexte de reprise de l'inflation :

les prix à la consommation augmentent (+ 0,7 %) après la légère inflexion de 2016 (- 0,2 %).

En passant de 24 % à 22 %, le taux de chômage diminue, mais reste structurel-

lement élevé. Il est semblable à celui de la Guyane, mais supérieur à celui de la Martinique (18 %).

Toutefois, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à la fin

1 La croissance est de retour

Les principaux agrégats et leur évolution (en millions d'euros courants et en %)

	Millions d'euros courants		Évolution en %		
	2017	Volume	Prix	Valeur	Contribution
Produit intérieur brut	9 079	3,4	0,9	4,3	3,4
Consommation des ménages	5 017	1,0	0,7	1,7	0,6
Consommation des administrations publiques	4 235	4,1	1,5	5,6	1,9
Investissement	1 547	1,0	1,0	2,0	0,2
Imports de biens et services	3 019	6,1	3,0	9,3	-1,9
Exports de biens et services	1 157	12,0	4,6	17,2	1,4
Variation de stocks	153	1,4	///	///	1,4

Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.



2017, toutes catégories confondues, augmente de 0,5 % sur un an, soit 69 430 personnes.

Les créations d'entreprises en Guadeloupe atteignent leur plus haut niveau depuis 2013. En effet, en 2017, 4 400 entreprises (4 098 en 2016) sont créées, soit + 7,4 % en un an. L'augmentation concerne autant les créations de sociétés (+ 11 %) que les immatriculations de micro-entreprises (+ 12 %), de nouveau en hausse après une baisse continue depuis 2012.

L'encours des crédits à la consommation octroyés progresse toujours à un rythme soutenu, + 6,6 %, après + 5,1 % en 2016 et + 7,8 % en 2015.

Les importations de biens de consommation courante et de biens d'équipement du foyer continuent de croître (respectivement + 4,4 % et + 8,5 % sur l'année). Les immatriculations de voitures neuves, en hausse de 13,7 %, confirment le regain de forme du secteur automobile (+ 6 % en 2016, + 11 % en 2015). Les importations de produits agroalimentaires augmentent à nouveau (+ 5,5 %).

L'inflation repart à la hausse

L'indice des prix à la consommation est en légère hausse (+ 0,7 %) après une inflation moyenne annuelle contenue entre + 0,0 % et + 1,0 % au cours de la période 2013-2015 et un recul à - 0,2 % en 2016. En Martinique, l'inflation évolue au même rythme (+ 0,7 %). En Guyane et en France métropolitaine, elle est légèrement plus forte (+ 1,0 %).

Les services hors communication et les produits pétroliers sont les plus gros contributeurs à cette hausse : le prix des services croît de 1,0 % pour une contribution de + 0,4 point à l'inflation, tandis que celui des produits pétroliers croît de 6,6 % pour une contribution de + 0,3 point.

Le prix des produits de santé fléchit significativement de 3,0 %, pour une contribution à - 0,2 point à l'inflation.

Le prix de l'alimentation continue d'augmenter, + 1,4 % et contribue de + 0,2 point à l'inflation. Les prix des produits frais augmentent de 4,9 %, tandis que ceux des autres produits alimentaires varient de + 1,0 %.

L'investissement : une évolution contrastée

L'investissement se redresse légèrement à + 1,0 % en volume, après - 4,5 % en 2016. Il contribue pour + 0,2 point à la croissance. Il est freiné par la confirmation du recul de l'investissement public de 8,2 %, après - 21,0 % en 2016 et - 5,1 % en 2015.

L'évolution du crédit reste dynamique. La hausse de l'encours des crédits à l'investis-

sement accordés aux entreprises accélère : + 11,6 %, après + 4,1 % en 2016.

Du côté des ménages, l'encours des crédits à l'habitat continue de progresser également, + 6,5 % après + 3,5 % en 2016.

Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics continue de se rétracter, comme en témoignent les ventes de ciment en 2017 en chute de 3,9 % (- 7,0 % en 2016). Malgré tout, le nombre de permis de construire délivrés continue d'augmenter (+ 12,8 % après + 13,2 % en 2016) et les créations d'entreprises dans le secteur augmentent

de 6,8 %, qui pourraient être les signes d'une reprise.

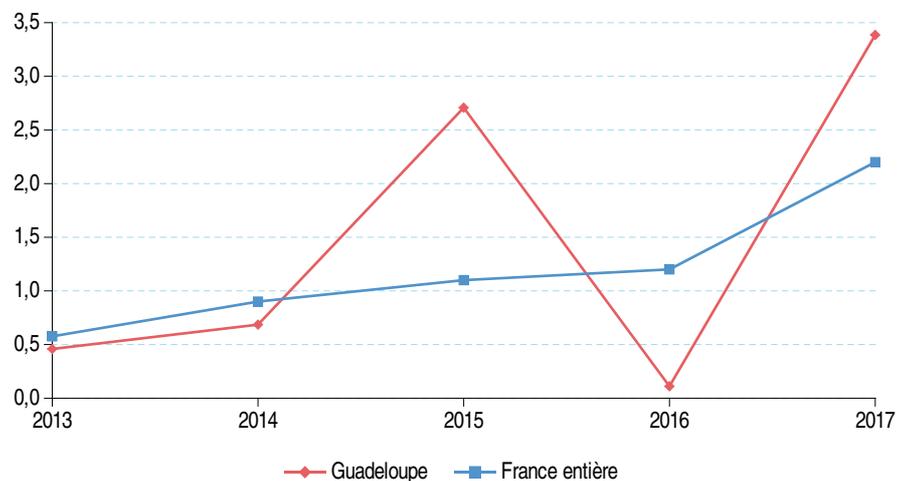
Le commerce extérieur est dynamique

Les importations sont en hausse de 9,3 % en valeur et de 6,1 % en volume après + 1,3 % en 2016. Elles contribuent ainsi pour - 1,9 point à la croissance.

Le cours du Brent augmente de 21 %, après s'être effondré de 15,7 % en 2016 et de 36,6 % en 2015. Cette hausse renchérit mécaniquement la facture des importations d'hydrocarbures et de produits pétroliers,

2 Le PIB augmente plus vite qu'en France

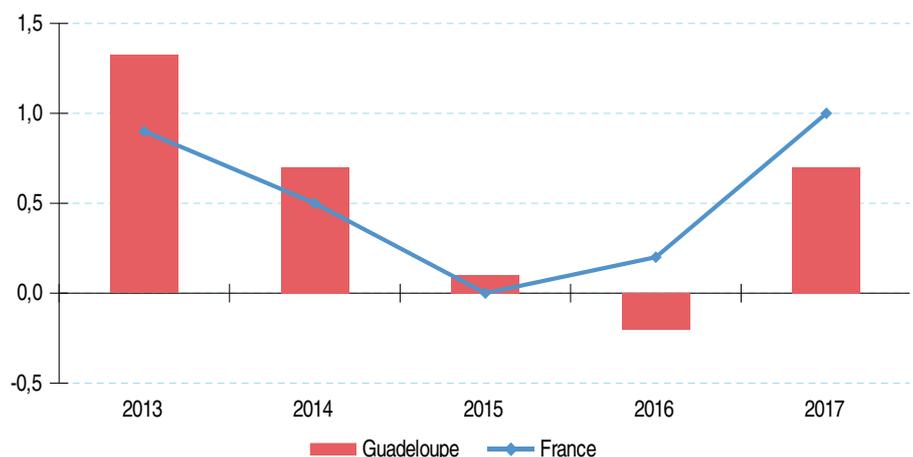
Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Note : les estimations antérieures à 2017 sont révisées, voir encadré méthodologique en fin de document.
Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

3 L'inflation repart à la hausse

Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

d'autant plus que le volume importé augmente fortement (+ 23,9 %).

La demande en carburants étant stable cette année, une partie de ces importations est stockée et contribue significativement à la croissance (+ 1,4 point).

Les importations de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac sont en hausse (+ 5,5 % en valeur).

La demande intérieure des entreprises en biens d'investissement augmente en 2017 : les importations de biens d'équipements mécaniques, matériels électrique, électronique et informatique sont en hausse (+ 5,5 %) et atteignent 442 millions d'euros.

Les importations liées à l'industrie automobile augmentent également (+ 9,4 %), ainsi que celles des services de transport (+ 8,2 %) qui pèsent pour environ 12 % du total des importations.

Les exportations se portent très bien. Elles progressent de 12,0 % en volume malgré la hausse des prix du pétrole, d'où une hausse de 17,2 % en valeur, après + 4,6 % en 2016.

Les ouragans Irma et Maria ont lourdement entravé la production agricole. La production de banane a été nulle au dernier trimestre 2017 (cf encadré). Les exportations de produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche chutent fortement de 36,6 %. Les exportations de rhum baissent, également, de 5,1 % malgré une production en hausse de 9,9 % qui a bénéficié d'une très bonne campagne sucrière. La production de sucre a crû de 41 % en raison, d'une part, d'une récolte excellente (+ 31 % de cannes broyées) et, d'autre part, d'un taux de richesse en saccharine qui augmente de 5 %.

Les exportations de services de transport aérien sont particulièrement coûteuses en 2017 du fait de la forte augmentation du prix des billets d'avion, + 15,3 % en valeur, mais uniquement + 2,6 % en volume.

Les dépenses publiques de nouveau en hausse

Les dépenses des administrations publiques, hors investissement, augmentent de 4,1 % en volume (+ 1,7 % en 2016) et contribuent pour + 1,9 point à la croissance.

Cela est dû à la hausse des charges de personnel : + 4,3 % dans les administrations publiques, la sécurité sociale et l'enseignement (+ 2,5 % en 2016), avec un point d'indice de la fonction publique qui évolue de + 0,9 % en 2017.

Cette hausse de la rémunération s'ajoute à l'augmentation des charges de fonctionnement qui progressent de 3,1 % dans les administrations publiques, la sécurité sociale et l'enseignement mais régressent de 11,7 % dans le secteur de la santé publique.

Le tourisme est au beau fixe

Avec + 4,4 % de passagers en un an, soit 2 255 000 départs et arrivées à l'aéroport Pôle Caraïbe, hors transit, 2017 est une

bonne année touristique. Les dépenses des touristes pèsent pour 4,8 % du PIB en Guadeloupe, hors effets induits, et contribuent ainsi pour + 0,7 point à la croissance. ■

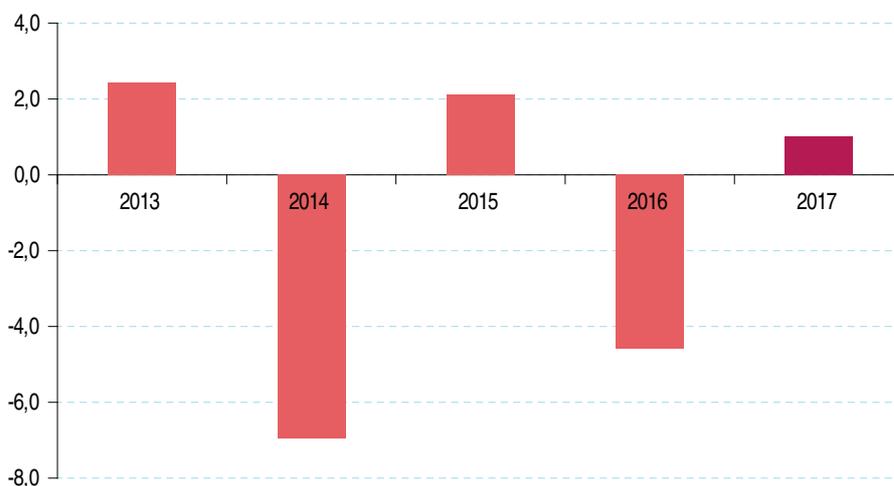
Les cyclones ruinent la filière banane

La saison cyclonique a été particulièrement intense en 2017, puisque deux cyclones de catégorie 5 (la plus haute) ont touché durement les Antilles. Le premier, Irma, a entre autres dévasté les îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Le deuxième, Maria, a causé de grands dégâts en Dominique avant de longer notre archipel. Si la Guadeloupe a évité le pire, la totalité des plantations de bananes a néanmoins été détruite.

Il n'y a donc pas eu de production de banane après le mois de septembre. Les exportations de bananes s'écroulent donc de 39,1 % en volume, passant de 66 208 tonnes à 40 308 tonnes exportées. Un délai de neuf mois minimum étant nécessaire à la production d'un régime de bananes, la production 2018 sera également orientée à la baisse.

4 L'investissement se relance timidement

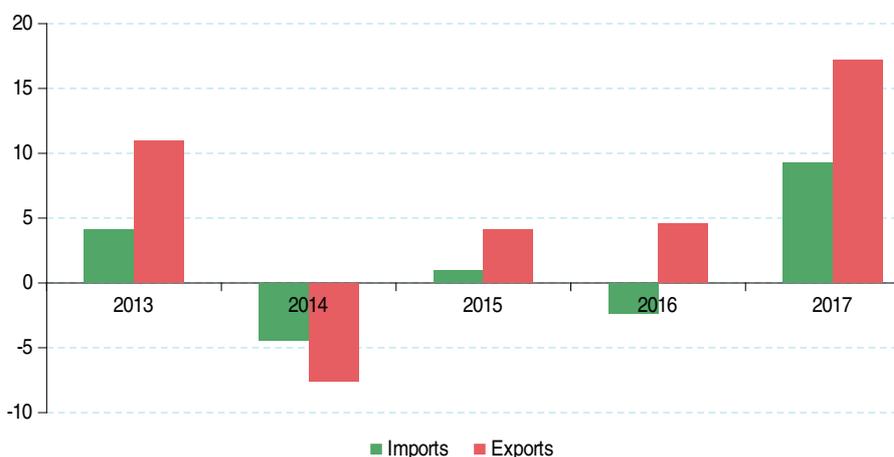
Évolution de l'investissement en volume (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

5 La balance commerciale est dynamique

Évolution des échanges extérieurs en valeur (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'**évolution en volume ou en « euros constants »** permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la croissance de l'économie.

L'**évolution du prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'**évolution globale** (volume et prix) fournit l'évolution du PIB en valeur.

Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) : les comptes économiques rapides de la Guadeloupe sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Insee, l'AFD et l'IEDOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Méthodes

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produits par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'ledom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides 2017 de la Guadeloupe reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Les comptes économiques passent en base 2014

À partir de cette année, les comptes économiques sont réalisés en base 2014. Les changements de base sont opérés régulièrement afin de tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie. Le présent changement intègre les modifications conceptuelles et méthodologiques introduites par la mise à jour du Système Européen des Comptes paru en 2010 (SEC 2010). En particulier, le champ des dépenses comptabilisées en investissements est élargi pour inclure les dépenses en recherche et développement, ainsi que les systèmes d'armes. Le trafic de stupéfiants et la production de la Banque centrale sont également pris en compte. Toutes les recommandations du SEC 2010 n'ont néanmoins pas été transcrites dans les comptes des Antilles et de la Guyane, soit qu'ils relèvent de la prérogative nationale, soit qu'ils ne sont pas jugés pertinents au niveau régional.

Les changements introduits par une base sont tels que deux comptes de bases différentes ne sont pas comparables en niveaux. Pour assurer la comparabilité des séries de comptes du passé avec la série de comptes élaborée dans la base actuelle, il est nécessaire de recalculer entièrement les premiers selon les concepts et méthodes retenus dans la base actuelle. Il n'est donc pas pertinent de comparer les chiffres publiés aujourd'hui en base 2014 avec les chiffres publiés précédemment en base 2005 ou 1995. Afin d'effectuer des comparaisons spatiales ou temporelle, il faut disposer de l'ensemble des données rétropolées en base 2014 que l'Insee mettra prochainement à disposition.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guadeloupéenne

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Aux Antilles-Guyane, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits. Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Service territorial de Guadeloupe
Rue des bougainvilliers
97102 Basse-Terre Cedex

Directeur de la publication :
Yves Calderini

Rédacteur en chef :
Béatrice Céleste

Rédacteur en chef adjointe :
Maud Tantin-Machecler

Mise en page :
Maud Tantin-Machecler

ISSN : 2416-8106
© Insee 2018

Pour en savoir plus

- « Les comptes économiques de la Guadeloupe » consultables sur <http://www.cerom-outremer.fr/cerom/> et sur www.insee.fr.
- « Rapport annuel 2017 de l'ledom en Guadeloupe », édition 2018 sur www.iedom.fr/.
- « Bilan économique 2017 de Guadeloupe », Insee Conjoncture n° 4, mai 2018.
- « Comptes économiques de Guyane en 2017 », Insee Analyses n° 32, novembre 2018.
- « Comptes économiques de Martinique en 2017 », Insee Analyses n° 28, octobre 2018.



Insee
Mesurer pour comprendre